

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

TRENTE ET UNIÈME LÉGISLATURE

SIXIÈME SESSION

Projet de loi n^o 241 (PRIVÉ)

Loi refondant la Charte de la ville de Sainte-Foy

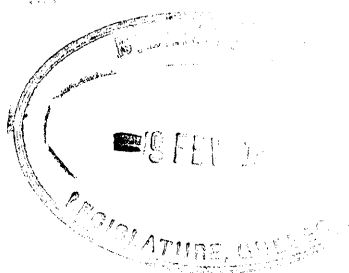
Première lecture

Deuxième lecture

Troisième lecture

Présenté

Par M. LOUIS O'NEILL



L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC

1980

Projet de loi n° 241

(PRIVÉ)

Loi refondant la Charte de la ville de Sainte-Foy

ATTENDU que la ville de Sainte-Foy a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 56 des lois de 1976, soit modifiée et refondue;

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

- 1.** La présente loi peut-être citée sous le titre «Charte de la ville de Sainte-Foy».
- 2.** Les habitants et les contribuables du territoire décrit à l'annexe I et leurs successeurs continuent de former une corporation sous le nom de «Ville de Sainte-Foy».
- 3.** Sous réserve des dispositions de la présente loi, la ville est régie par la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., c. C-19).
- 4.** L'article 28 de la Loi sur les cités et villes est modifié, pour la ville de Sainte-Foy, par l'addition, à la fin, du paragraphe suivant:

«3. Le conseil peut pourvoir lui-même ou par l'intermédiaire d'une corporation sans but lucratif à l'acquisition de gré à gré des immeubles situés en partie sur le territoire de la ville de l'Ancienne-Lorette et en partie sur le territoire de la ville de Québec et décrits à l'annexe VI du chapitre (*insérer ici le numéro de chapitre du projet de loi n° 241*) des lois de 1980, aux fins d'organiser et d'exploiter des centres de loisirs et des lieux publics de sport et de récréation.

Le conseil verse aux villes de l'Ancienne-Lorette et de Québec une indemnité à être déterminée entre les conseils respectifs de chacune des villes; en cas de désaccord sur cette indemnité, l'une

ou l'autre des parties peut s'adresser à la Commission municipale du Québec, laquelle décide en dernier ressort après enquête.».

5. L'article 47 de cette loi est remplacé, pour la ville, par les suivants:

«**47.** La ville est représentée et ses affaires sont administrées:

a) adopter les budgets et voter les crédits nécessaires à l'administration de la ville, soumis par le comité exécutif, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

b) consentir les contrats de la ville dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

«**47.1** Le conseil a autorité pour:

a) adopter les budgets et voter les crédits nécessaires à l'administration de la ville, soumis par le comité exécutif, avec droit de les modifier dans les délais impartis;

b) consentir les contrats de la ville dans les cas où le comité exécutif ne peut le faire;

c) adopter les règlements décrétant les travaux considérés comme dépenses capitales et autoriser les emprunts ou imposer les taxes pour les payer ou ordonner qu'ils soient payés à même les fonds généraux non encore affectés;

d) adopter les règlements de la ville concernant toute matière qu'elle a droit de réglementer;

e) créer par règlement les différents services de la ville et établir le champ de leurs activités;

f) se prononcer sur tout rapport que le comité exécutif lui soumet;

g) demander au comité exécutif des rapports sur toute matière concernant l'administration de la ville;

h) approuver le plan de classification des fonctions, les échelles de salaires s'y rapportant et leurs allocations, sur rapport du comité exécutif;

i) adopter tous règlements n'ayant aucune incidence monétaire sans qu'il soit nécessaire que ces règlements viennent du comité exécutif.».

6. Cette loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 52, des suivants:

«**52.1** À la première séance qui suit une élection générale et que préside le greffier, le conseil élit un de ses membres pour exercer la présidence aux séances du conseil.

Pour l'élection du président, le maire a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

Immédiatement après le choix du président du conseil, le maire a le droit de nommer deux conseillers qui font partie du comité exécutif. S'il n'exerce pas ce droit, cette nomination se fait par vote, chaque conseiller devant, sous peine de nullité de son bulletin, voter pour deux conseillers à la charge de membre du comité exécutif.

Le bulletin est une liste imprimée par les soins du greffier et signée de ses initiales, sur lequel sont inscrits, par ordre alphabétiques, les noms des conseillers.

Pour voter, chaque conseiller reçoit ce bulletin du greffier qui a rayé le nom du président. Le conseiller se retire à l'intérieur d'un isoloir et y fait dans un carré imprimé à cette fin une croix en regard du nom de chaque conseiller pour lequel il vote.

Chaque bulletin doit être signé des initiales du greffier et lui être remis sous enveloppe cachetée. Ces enveloppes ne sont ouvertes qu'au dépouillement du scrutin alors que le vote donné pour chaque conseiller est rendu public; en cas d'égalité de voix entre les conseillers auxquels un vote de plus donnerait le droit d'être proclamés élus, le président du conseil pourra demander un nouveau scrutin ou donner son vote prépondérant.

Tant que le conseil n'a pas élu les membres du comité exécutif, il ne peut ni suspendre ni ajourner sa séance.

Le maire et les membres du comité exécutif ont, au conseil, les mêmes droits que les autres conseillers.

«**52.2** 1. Le maire est le président du comité exécutif; lors de la première assemblée du comité exécutif, il nomme l'un des membres président intérimaire; celui-ci doit exercer en son absence ou en cas de vacance dans cette charge tous les pouvoirs du président.

2. Le quorum du comité exécutif est de trois et le président a un vote prépondérant en cas d'égalité des voix.

3. Le comité siège à huis clos, sauf s'il estime que, dans l'intérêt de la ville, ses délibérations doivent avoir lieu publiquement.

4. Le greffier de la ville ou le greffier-adjoint est le secrétaire du comité.

5. Toute vacance dans le comité est remplie par le maire dans les huit jours de cette vacance. Pendant cette vacance, les membres restants, s'ils forment quorum, peuvent agir.

6. La démission d'un membre du comité a effet à compter du jour où elle est remise au greffier.

7. Le comité exerce les fonctions exécutives du gouvernement de la ville, qui sont principalement les suivantes:

a) faire rapport au conseil de toute matière de la juridiction du conseil et que ce dernier lui a soumise, sauf prescription contraire. Si la résolution du conseil a été adoptée par cinq des membres présents du conseil, le comité doit lui faire rapport dans les trente jours de l'adoption de la résolution;

b) faire rapport au conseil de ses décisions et suggestions, au moyen de rapports signés par son président.

8. Le comité prépare et soumet au conseil:

a) les règlements;

b) le budget annuel des revenus et des dépenses au plus tard le 1^{er} décembre de chaque année, y compris les règlements imposant les taxes, licences, permis ou autres redevances municipales;

c) toute demande pour l'affectation du produit des emprunts ou pour tout autre crédit requis;

d) toute demande pour virement de fonds d'une fonction à une autre ou d'un crédit déjà voté;

e) tout rapport recommandant l'octroi de franchises et privilèges;

f) tout rapport se rapportant à l'aliénation de tout meuble ou immeuble appartenant à la ville et, en outre, à la location de ses biens meubles ou immeubles, lorsque la durée du bail excède un an;

g) toute autre demande dont l'objet n'est pas déclaré être de la juridiction exclusive du comité;

h) tout plan de classification des fonctions et des traitements qui s'y rattachent.

9. Toute demande, règlement ou rapport soumis par le comité doit, sauf prescription contraire, être approuvé, rejeté, amendé ou retourné par le vote de la majorité des membres du conseil présents à la séance.

10. Après avoir tenu compte des prévisions de revenus de la ville et après avoir étudié les prévisions des dépenses soumises par les chefs de services ainsi que leurs rapports et suggestions tels que présentés par le gérant, le comité prépare et soumet le budget pour l'exercice financier suivant; il doit aussi préparer et soumettre les règlements et les résolutions imposant les taxes,

permis et licences pour payer les dépenses, compte tenu de tous les autres revenus de la ville.

11. Sauf prescription contraire, les crédits votés par le conseil, soit par voie de budget, soit à même le produit des emprunts, soit autrement, restent à la disposition du comité qui veille à leur emploi pour les fins auxquelles ils ont été votés, sans autre approbation du conseil.

12. Le comité exécutif peut, avec l'autorisation du conseil, effectuer des emprunts temporaires, ainsi que les renouvellements, pour les fins budgétaires, du fonds de roulement et des règlements d'emprunts.

13. Sauf prescription contraire, le comité fixe les salaires des employés de la ville, à l'exception de ceux qui relèvent exclusivement du conseil. L'augmentation du nombre des employés de la ville dans tout service doit aussi être autorisée par le comité exécutif, pourvu que celui-ci ait à sa disposition les crédits nécessaires.

14. Le comité peut consentir, sans l'autorisation du conseil et sans soumission, tout contrat dont le montant n'excède pas dix mille dollars; il doit soumettre au conseil pour approbation tous les contrats excédant ce montant. Toutefois, il peut, après avoir demandé et reçu des soumissions et sans l'autorisation du conseil, consentir seul tout contrat dont le montant n'excède pas celui mis à sa disposition pour cette fin.

15. Sauf les cas d'urgence, le comité doit demander des soumissions dans tous les cas où la dépense à encourir excède dix mille dollars, à moins d'en être dispensé par le conseil à la suite d'une recommandation du gérant et d'un rapport du comité exécutif; sauf dans ce cas de dispense, le comité ne peut consentir le contrat sans l'autorisation du conseil.

16. Dans les cas d'urgence, le comité, à la requête écrite du gérant, a le droit de faire toutes dépenses qu'il juge nécessaires; le comité doit alors faire un rapport motivé au conseil à la première assemblée qui suit.

17. Tous les contrats doivent être signés au nom de la ville par le président du comité et par le greffier. Le président du comité peut cependant autoriser, généralement ou spécialement, par écrit, un autre membre du comité à signer les contrats à sa place.

18. Le comité peut, sans le consentement du conseil, faire exécuter des travaux en régie dont le coût n'excède pas dix mille

dollars; cependant, le conseil peut autoriser le comité à faire exécuter en régie des travaux déterminés de toute nature et dont le coût excède dix mille dollars.

19. Le comité doit veiller à ce que la loi, les règlements, les résolutions et les contrats de la ville soient fidèlement observés.

20. Le comité veille à la préparation des plans et devis et à la demande de soumissions.

21. Le comité autorise le paiement de toutes les sommes dues par la ville en observant les formalités, restrictions et conditions prescrites par la présente loi.

22. Toute communication entre le conseil et les services se fait par l'entremise du comité; dans ses rapports avec celui-ci, le conseil doit toujours agir par résolution. Les membres du conseil ne doivent s'adresser qu'au gérant pour tout renseignement concernant les services.

23. Toute communication entre le comité et les services se fait par l'entremise du gérant; cependant, le comité a le droit, en tout temps, de faire venir devant lui tout chef de service pour obtenir les renseignements qu'il désire.

24. Le greffier, le trésorier et les chefs de services et leurs adjoints, sauf le gérant et ses adjoints, sont nommés par le conseil sur rapport du comité. Ce rapport peut être amendé ou rejeté à la majorité de tous les membres du conseil. Sur rapport du comité exécutif, le conseil peut, par le vote de la majorité absolue de tous ses membres, suspendre ces officiers, diminuer leur traitement ou les destituer.

Ces officiers peuvent, dans les huit jours du délai, interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Le conseil nomme aussi, sur rapport du comité, les autres officiers ou employés permanents.

Les employés temporaires ou surnuméraires sont nommés par le comité.

25. Les chefs de service, sauf prescription contraire de la présente loi, répondent de l'administration de leurs services respectifs en premier lieu au gérant et en dernier ressort au comité. À la demande du comité, ils doivent lui faire parvenir des rapports écrits ainsi que leur avis écrit sur toute question touchant leurs services.

«**52.3** Aux assemblées du conseil, le président a une voix prépondérante lorsque les votes sont également divisés.

«**52.4** Si le président est absent d'une séance du conseil, celui-ci choisit un de ses membres pour présider; le greffier préside jusqu'à ce qu'un président soit choisi.

«**52.5** Le comité ne peut pas dépenser au-delà du montant total du budget annuel adopté par le conseil, sauf s'il est modifié par ce dernier; mais il peut, en tout temps, modifier l'emploi des sommes allouées à l'intérieur de chaque fonction et établir une politique à cet effet.

«**52.6** Nulle résolution du comité exécutif autorisant la dépense de quelques sommes d'argent ne peut être adoptée ou n'a d'effet tant qu'un certificat du trésorier n'a pas été produit établissant qu'il y a des fonds disponibles et à la disposition de la ville pour l'activité et les fins pour lesquelles cette dépense est proposée, conformément aux dispositions de la présente loi.

Aucun contrat ni arrangement quelconque ne lie la ville à moins qu'il n'ait été approuvé par le comité exécutif et par le conseil ou par l'un ou l'autre selon leurs juridictions respectives.

La ville n'est pas responsable du prix ou de la valeur de travaux faits, matériaux fournis, marchandises ou effets vendus de quelque sorte que ce soit, ni d'honoraires pour services professionnels, salaires, gages ou autre rémunération, sans l'autorisation spéciale du comité exécutif, ni à moins, dans chaque cas, qu'un certificat du trésorier ne soit produit, établissant qu'il y a des fonds disponibles et affectés aux fins spéciales pour lesquelles le paiement est demandé; et aucun droit d'action n'existe contre la ville, à moins que les formalités ci-dessus n'aient été strictement observées, bien que la ville puisse avoir bénéficié de tels contrats, arrangements, travaux faits, matériaux fournis et autres services rendus.».

7. L'article 56 de cette loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

«**56.** À sa première séance suivant l'élection générale, le conseil élit un conseiller comme maire-suppléant pour les trois mois suivants ou jusqu'à son remplacement; en cette qualité, ce conseiller a la responsabilité, les prérogatives et l'autorité d'un maire, sauf en ce qui concerne le comité exécutif, lorsque le maire est absent de la ville ou est incapable de remplir les devoirs de sa charge.

Lorsque, pour un motif quelconque, l'élection du maire-suppléant n'a pas été faite lors de la première séance suivant l'élection générale, elle peut l'être à une séance subséquente.».

8. Cette loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 65.15, des suivants:

«**65.16** Un conseiller qui est président du conseil reçoit comme rémunération et allocation annuelle additionnelle à ce dernier titre, une somme de trois mille dollars.

«**65.17** Un membre du conseil qui est maire-suppléant reçoit comme rémunération additionnelle à ce dernier titre, une somme de mille dollars par mandat pour sa participation au comité exécutif.».

9. L'article 66 de cette loi est remplacé, pour la ville, par le suivant:

«**66.** Le conseil peut, par règlement, accorder à toute personne qui aura rempli la fonction de membre du conseil pendant au moins sept années au 1^{er} janvier 1975 une pension annuelle de mille cinq cents dollars payable par versements égaux et consécutifs, le premier jour de chaque mois. La révocation d'un tel règlement ne peut être opposée aux personnes à l'égard desquelles il s'applique ou s'est déjà appliqué.

Pour bénéficier de ces versements de retraite, les membres du conseil devront avoir versé au fonds d'administration générale une contribution égale à cinq pour cent de leur rémunération annuelle avec rétroactivité de cinq ans ou à compter de leur entrée en fonction pour ceux qui occupent leur charge depuis moins de cinq ans.

Cette pension est augmentée d'une somme de cinq cents dollars pour chaque année ou chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de maire et d'une somme de deux cents dollars pour chaque année ou chaque partie d'année durant laquelle cette personne aura occupé la fonction de conseiller; cependant, la pension est limitée en toute circonstance à cinq mille dollars.

Cette pension est incessible et insaisissable.

Le paiement de cette pension est interrompu durant la période où le bénéficiaire occupe, à titre temporaire ou permanent, une charge, une fonction ou un emploi comportant une rémunération payable par la ville.

En calculant une telle période de sept années, une partie d'année est comptée comme une année entière.

Les années de service d'un membre du conseil d'une municipalité fusionnée s'appliquent également.».

10. Cette loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 100, du suivant:

«**100.1** Les chèques, documents bancaires et autres effets négociables sont signés par le maire ou par un ou des conseillers nommés par résolution du conseil et par le trésorier ou l'assistant-trésorier. La signature du maire et du trésorier peut être remplacée par un fac-similé imprimé, gravé ou autrement reproduit et toute telle signature imprimée, gravée ou autrement reproduite est censée à toutes fins être la signature du maire et du trésorier.».

11. Cette loi est modifiée, pour la ville, par le remplacement des articles 112 et 113 par les suivants:

«**112.** Le conseil nomme le gérant et détermine son traitement, ainsi que les conditions et les modalités de son engagement par le vote à la majorité absolue de tous les membres du conseil.

Il est interdit à un ancien membre du conseil d'exercer la fonction de gérant, si ce n'est après l'expiration de deux années qui suivent la fin de son mandat.

Seul le conseil a le droit de suspendre le gérant, de diminuer son traitement ou de le destituer par un vote à la majorité de tous les membres du conseil. Le gérant, dans les huit jours, peut interjeter appel d'une telle décision à la Commission municipale du Québec qui décide en dernier ressort après enquête.

Sur la recommandation du gérant, le conseil peut lui nommer un ou des adjoints.

Dans les cas d'absence ou d'incapacité du gérant, l'adjoint désigné par résolution du conseil a les mêmes attributions et les mêmes devoirs. Le présent article s'applique également à tout adjoint.

«**113.** Le gérant a les attributions et les devoirs qui suivent:

a) administrer les affaires de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

b) exercer, à titre de mandataire du comité exécutif, l'autorité sur les chefs de services, à l'exception du greffier et du vérificateur;

c) assurer la liaison entre le comité exécutif et les chefs de services et surveiller le travail des services;

d) transmettre au comité exécutif la correspondance que lui adressent les services de la ville et l'accompagner de ses recommandations;

e) assister aux réunions du comité exécutif et prendre part aux délibérations sans cependant avoir le droit de vote;

f) verser ses propres conclusions, s'il le juge à propos, au dossier de toute affaire soumise au comité exécutif ou au conseil;

g) assister aux réunions du conseil et lui donner toutes les informations et les avis que le conseil lui demande;

h) faire rapport au conseil de toute question qu'il croit devoir porter à la connaissance du conseil;

i) avoir accès à tous les dossiers de la ville;

j) obliger tout fonctionnaire ou employé de la ville à lui fournir toutes les informations et tous les documents qu'il lui aura demandés;

k) donner aux conseillers toutes les informations qu'ils lui demandent;

l) assurer la réalisation des plans et des programmes de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

m) faire préparer des plans et des programmes en vue de la réparation et de l'entretien des bâtisses et des installations de la ville sous l'autorité du comité exécutif;

n) faire préparer des plans et des programmes en vue d'améliorer le fonctionnement et le rendement des services de la ville et d'en assurer le développement normal;

o) obtenir, étudier et présenter au comité exécutif, et même au conseil, s'il le juge à propos, les projets préparés par les chefs de services, sur des matières qui requièrent l'approbation du comité exécutif ou celle du conseil et proposer au comité exécutif ou au conseil de prendre, dans le cadre de leur juridiction respective, toute décision qu'il juge de l'intérêt de la ville;

p) coordonner les estimations budgétaires des divers services et les présenter au comité exécutif et, s'il le juge à propos, faire part au comité exécutif ou même au conseil de toute recommandation qu'il juge nécessaire;

q) assurer l'efficacité des services de la ville;

r) surveiller les dépenses en collaboration avec le trésorier et s'assurer que l'argent de la ville est employé conformément aux affectations que comportent le budget, les règlements et les résolutions;

s) présenter sans retard au comité exécutif la liste des comptes à payer;

t) ouvrir en présence d'au moins un membre du comité exécutif et des soumissionnaires, le cas échéant, les soumissions reçues pour les travaux et recommander l'acceptation de celle qu'il estime la meilleure.».

12. L'article 171 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«**171.** Lorsqu'un scrutin est nécessaire, le président d'élection doit donner un avis public suivant la formule 12; cet avis doit être affiché au bureau de la municipalité le jour même de la mise en candidature et inséré dans un journal circulant dans la municipalité dans les cinq jours suivants.».

13. L'article 220 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 2 par les suivants:

«2. Sont seuls admis à voter dans un bureau spécial de scrutin, un membre du personnel électoral, une personne handicapée ou une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente de la section de vote ou incapable d'y voter le jour du scrutin.

«2.1 Une personne qui a des motifs de croire qu'elle sera absente de la section de vote ou incapable d'y voter le jour du scrutin et qui désire voter dans un bureau spécial de scrutin doit, avant de recevoir un bulletin de vote, signer une déclaration à cet effet qui indique ses nom, prénoms, adresse et âge, et prêter serment suivant les formules prescrites par règlement; mention en est faite au registre du scrutin.».

14. L'article 356 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant:

«Le comité exécutif a le droit de suspendre la délivrance de tout permis non conforme à un projet d'amendement à des règlements ou à un projet de règlement de zonage ou de construction, même si l'avis de motion n'a pas été déposé au conseil et ce, pour la période comprise entre la date de la résolution du comité exécutif suspendant la délivrance du permis et la date de la décision du conseil sur ce nouveau règlement, cette période ne devant en aucun cas excéder cent vingt jours.».

15. L'article 412 de cette loi est modifié, pour la ville:

1° par le remplacement du paragraphe 23° par le suivant:

«23° Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, de tout bâtiment ou de toute catégorie de bâtiment, à pourvoir ce bâtiment de détecteurs de chaleur ou de fumée, de système d'alarme, de gicleurs automatiques, d'extincteurs, de boyaux d'incendie ou d'autres équipements ou appareils destinés à avertir en cas d'incendie ou à éteindre ou combattre le feu, ainsi que d'équipements ou d'appareils de sauvetage en cas d'incendie; pour accorder une subvention pour défrayer les coûts d'installation de tels appareils ou de tels équipements selon les conditions déterminées par règlement.

Pour obliger tout propriétaire, locataire, possesseur ou occupant, à quelque titre que ce soit, d'un bâtiment dans lequel sont installés ces appareils ou cet équipement, à maintenir ces appareils ou cet équipement en parfait état de fonctionnement;»;

2° par l'addition, après le paragraphe 45°, des suivants:

«46° Pour établir un tarif d'honoraires exigibles pour toute demande de modification au règlement de zonage;

«47° Pour décréter qu'aucun permis de construction, réparations, démolition ou autres ne sera accordé à moins d'être conforme, outre aux règles de zonage, au plan d'urbanisme ou de tout programme particulier d'urbanisme pour une partie du territoire, y compris les conditions de développements énumérées dans ce programme;

«48° Pour réglementer l'aménagement des surfaces extérieures (localisation des entrées charretières, localisation des surfaces pavées, localisation des surfaces paysagées) sur les lots à construire ou construits; dans ce cas, prévoir à cet effet des indemnités pour réfection, en conformité de la loi; pour régler les endroits où peut être située chaque catégorie, pour diviser le territoire du centre-ville en zones dont le conseil juge du nombre, de la forme et de la superficie convenable pour les fins de cette réglementation et, quant à chacune de ces zones, pour prescrire l'architecture, les dimensions, la symétrie, l'alignement, la destination et l'usage de telles surfaces extérieures; pour obliger tout propriétaire à aménager selon la réglementation toutes surfaces extérieures et à modifier celles-ci; pour obliger le propriétaire à soumettre au préalable les plans de l'aménagement ou de modification.».

16. L'article 414 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition, après le paragraphe 13°, du suivant:

«14° Pour réglementer les distributeurs automatiques et les jeux mécaniques, déterminer les endroits où ils pourront être placés et à quelles conditions ils pourront l'être, ou imposer une licence.

Cette licence peut être perçue du propriétaire des machines ou du locataire ou occupant de l'établissement où se trouvent ces machines.

Pour les fins du présent paragraphe, les mots «distributeurs automatiques» désignent tout appareil mécanique ou mécanisme quelconque servant exclusivement, au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, à la vente d'une marchandise quelconque et d'une valeur marchande généralement reconnue mais ne comprenant pas les postes publics de téléphone.

Les mots «jeux mécaniques» désignent tout appareil, table, tableau, phonographe ou mécanisme mis à la disposition du public pour fins d'amusement et fonctionnant au moyen de pièces de monnaie ou de jetons, ou tout appareil dont le fonctionnement dépend de quelque manière de l'adresse ou du jugement de la personne qui le fait fonctionner; mais ce terme n'inclut pas les appareils dont l'usage ou la garde est prohibé par la loi parce qu'ils constituent des jeux de hasard ou pour toute autre raison.

Le prix de la licence exigé pour les distributeurs automatiques peut être différent de celui exigé pour les jeux mécaniques.».

17. L'article 415 de cette loi est modifié, pour la ville:

1° par l'insertion, après le paragraphe 2°, du suivant:

«2°.1 Pour établir un tarif de compensation, payable par les villes dont le territoire est contigu à celui de la ville pour des travaux de pavage, de signalisation ou les services d'entretien et de déneigement effectués dans les rues de la ville qui sont à la limite de ces villes.

Toute demande basée sur ce tarif peut être soumise pour arbitrage à la Commission municipale du Québec dans un délai de trois mois et le jugement de celle-ci est final et sans appel.»;

2° par l'insertion, après le paragraphe 3°, du suivant:

«3°.1 Pour obliger les propriétaires de terrains situés sur une rue, une place, une voie de communication ou un chemin public établi dans la municipalité, à aménager et entretenir l'espace résiduaire compris entre la chaîne de rue ou le trottoir et la limite d'emprise et ce, à leurs frais, et à défaut par les propriétaires de se conformer à un avis écrit de la ville à cet effet, pour autoriser celle-ci à exécuter elle-même ou faire exécuter les travaux requis aux frais de ces propriétaires;»;

3° par le remplacement du septième alinéa du paragraphe 8° par le suivant:

«Pour exiger, comme condition préalable à l'approbation d'un plan relatif à une opération cadastrale, que des rues y soient prévues ou non, que le propriétaire paie toute taxe impayée tant municipale que scolaire, générale ou spéciale, sur le terrain et les immeubles, le cas échéant, visés par l'opération cadastrale, que le propriétaire cède à la municipalité, à des fins de parcs ou de terrains de jeux, une superficie de terrain n'excédant pas dix pour cent du terrain compris dans le plan et située à un endroit qui, de l'avis du conseil, convient pour l'établissement de parcs et de terrains de jeux, ou exiger du propriétaire, au lieu de cette superficie de terrain, le paiement d'une somme n'excédant pas dix pour cent de la valeur inscrite au rôle d'évaluation pour le terrain compris dans le plan, malgré l'application de l'article 21 de la Loi sur l'évaluation foncière (L.R.Q., c. C-16) ou de l'article 21a de cette loi, édicté par l'article 106 du chapitre 10 des lois de 1978, ou encore, exiger du propriétaire une partie en terrain et une partie en argent; le produit de ce paiement doit être versé dans un fonds spécial qui ne peut servir qu'à l'achat ou à l'aménagement de terrains à des fins de parcs ou de terrains de jeux et les terrains cédés à la corporation municipale en vertu du présent paragraphe ne peuvent être utilisés que pour des parcs ou des terrains de jeux; la municipalité peut toutefois disposer, à titre onéreux, à l'enchère, par des soumissions publiques ou de toute autre façon approuvée par la Commission municipale du Québec, des terrains qu'elle a acquis en vertu du présent paragraphe, s'ils ne sont plus requis pour fins d'établissement de parcs ou de terrains de jeux, et le produit doit en être versé dans ledit fonds spécial;»;

4° par l'addition, au paragraphe 9°, des sous-paragraphes suivants:

«c) Pour décréter, par règlement qui doit être approuvé par le ministre des Transports, la construction et l'usage de bandes cyclables sur tout le territoire de la ville.

Pour réglementer la construction de pistes cyclables, sur le territoire de la ville;

«d) Pour prescrire et réglementer la construction et l'usage d'allées de circulation pour piétons, intérieures ou extérieures et de passerelles à travers ou sur les immeubles du centre-ville;

«e) Pour ordonner l'ouverture de telles voies, chemins, pistes, bandes, allées ou passerelles, pour en ordonner la fermeture, l'élargissement, le prolongement ou tout changement, et pour prescrire le mode de construction ou d'entretien de ces constructions, aux frais, en tout ou en partie, de la municipalité ou des propriétaires de terrains voisins, selon que le conseil le juge à propos, d'après les plans et aux conditions qu'il trouve convenables; le conseil peut prescrire une répartition de taxes imposées à ces fins;»;

5° par l'insertion, après le paragraphe 18°, du suivant:

«18°.1 Pour construire, administrer et entretenir un système de conduits souterrains où doivent être placés tous les fils de télégraphe, de téléphone, de télévision et d'éclairage électrique; les fils de distribution de force motrice; les câbles et lignes de transmission appartenant à toute personne détenant ou exerçant un droit ou un privilège à la surface, au-dessus ou au-dessous des ruelles privées et des rues, voies, places et ruelles publiques, ces conduits devant être d'une dimension et d'une capacité suffisantes pour répondre amplement aux besoins actuels et, dans la mesure du raisonnable, aux exigences futures; régler généralement l'usage de ce système de conduits.

Les règlements déterminant l'usage, l'administration et l'entretien des conduits souterrains entrent en vigueur et ont leur effet à compter de leur approbation, avec ou sans modification, par la Régie des services publics.

À mesure que la ville décide de construire des conduits souterrains dans une partie quelconque de son territoire, tout propriétaire de câbles ou de lignes de transmission visé par le premier alinéa doit, sur avis à cet effet, lui fournir les renseignements qu'elle lui demande et déclarer quelle portion de ces conduits il désire réserver.

La ville est autorisée à imposer une amende de vingt-cinq dollars pour chaque jour de retard et à fournir ces renseignements et à faire cette déclaration, à compter du soixantième jour de la réception de cet avis.

Il y a appel à la Régie des services publics, à l'instance de la ville ou d'une partie intéressée, de tout règlement, de toute décision et de tout acte quelconque de la ville, dans toute affaire se rapportant à cette entreprise de canalisation.

Cet appel doit, sous peine de déchéance, être interjeté dans les trente jours de la date de la signification à la partie intéressée ou de la publication, dans un journal français et dans un journal anglais de la ville, d'un avis annonçant le fait appealable.

L'appel est formé au moyen d'une inscription déposée entre les mains du secrétaire de la Régie des services publics; avis doit être signifié à la partie adverse ou à son procureur.

Le conseil peut contraindre toute personne possédant, employant ou entretenant des poteaux, des fils ou câbles aériens, ou des lignes de transmission, à les faire disparaître et à installer dans les conduits souterrains des fils conducteurs convenables de la manière qu'il spécifie.

Lorsqu'une personne possédant des câbles ou fils aériens dans une rue, ruelle ou place publique refuse de les faire disparaître et d'installer dans les conduits souterrains de la ville des fils conducteurs convenables, la Régie des services publics peut l'y contraindre, sur appel de la ville.

La ville est autorisée, par règlement approuvé par la Régie des services publics, à imposer et à percevoir un tarif de toute personne utilisant ses conduits souterrains;»;

6° par l'insertion, après le paragraphe 23°, du suivant:

«23°.1 Pour établir le genre de service que la ville juge approprié et ce dans chaque cas quant à l'enlèvement de la neige sur les voies publiques.

La répartition de ce service s'établit entre les propriétaires de toutes rues, groupes de rues ou parties de rues, et cette répartition peut se faire soit sur l'évaluation municipale des terrains ou bâtisses, selon la superficie totale d'un terrain ou cette superficie de terrain libre de bâtisse ou sur la distance en bordure des rues; une combinaison de ces procédés de taxation peut également s'appliquer.

La ville peut établir à l'avance le taux de taxation applicable à ce service pour l'inclure avec le compte de taxes annuelles ou facturer le propriétaire concerné selon le coût réel de ce service en incluant les frais d'administration et financiers; cette créance de la ville est privilégiée aux mêmes titres et conditions que les taxes municipales;»;

7° par l'addition, après le paragraphe 39°, des suivants:

«40° Réglementer ou prohiber la circulation ou le stationnement des véhicules aux endroits qu'elle détermine dans les rues, ruelles, places publiques, ou sur tous terrains publics ou privés qui lui appartiennent ou dont elle a l'usage ou la possession, y compris ceux situés en dehors de ses limites territoriales utilisés pour son service d'aqueduc, après entente avec les municipalités concernées, ainsi que dans ses garages ou parcs de stationnement où le public a accès, et sur les terrains des centres commerciaux ou commissions scolaires, campus scolaires ou universitaires, hôpitaux, maisons d'enseignement, maisons de retraite ou de convalescence. Ce règlement peut établir un tarif des prix exigibles et la manière de percevoir les montants ainsi fixés pour le stationnement des véhicules dans certains de ces endroits;

«41° La ville peut réglementer ou prohiber le stationnement des véhicules sur tout terrain ou dans tout bâtiment destiné au stationnement, déterminé par règlement, après entente avec le propriétaire;

«42° La ville peut, par résolution du comité exécutif, décréter la circulation dans un seul sens dans ses rues et déterminer, sur la recommandation du directeur du service concerné, des endroits où le stationnement ou l'arrêt des véhicules est permis ou prohibé. Elle peut également, de la même manière, interdire aux camions, pendant certaines périodes de l'année qu'elle détermine, l'usage des rues et des ruelles ou de toutes parties des rues et des ruelles dans la ville.

Le conseil peut, pour chaque violation à cette résolution, imposer la peine prévue à l'article 369, laquelle devient applicable dès que les enseignes sont installées aux endroits appropriés.».

18. L'article 432 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 4° par le suivant:

«4° pour fixer la taxe de l'eau, en sus de la taxe spéciale mentionnée dans l'article 429, et de celle mentionnée dans l'article 431; pour louer, vendre ou autrement fournir des compteurs qui sont placés dans les bâtiments ou établissements, afin de mesurer la quantité d'eau qui y est consommée; de vérifier le fonctionnement de ces compteurs, d'en sceller le mécanisme et d'en déterminer la marque et le modèle; et de fixer le prix de l'eau, de la location et de la vente de ces compteurs et pour percevoir ladite taxe ou le prix de l'eau sur tous les immeubles de la ville, malgré toute autre disposition législative;».

Le présent article a effet depuis le 26 décembre 1970.

19. L'article 460 de cette loi est modifié, pour la ville, par l'addition après le paragraphe 23° du suivant:

«24° Pour prohiber les dépotoirs dans la ville.

Aux fins du présent paragraphe, le mot «dépotoir» désigne tout endroit où des objets de rebut sont déposés ou accumulés; ce mot comprend notamment un cimetière d'automobiles.

Toute infraction à un tel règlement rend le contrevenant passible, en sus des frais, d'une amende de vingt à quarante dollars au cas d'une première infraction et de quarante à cent dollars au cas de toute infraction subséquente dans les douze mois.

Lorsqu'une infraction à un tel règlement est commise, les personnes suivantes sont passibles des peines qui y sont prévues:

- a) le propriétaire, locataire ou occupant du terrain;
- b) les propriétaires des véhicules qui y sont déposés.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les objets de rebut ou véhicules dans le

dépotoir qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevés, dans un délai de huit jours à compter de la sentence, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant du lot, ou par les propriétaires des véhicules et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les objets de rebut ou véhicules soient enlevés par la ville aux frais de cette ou de ces personnes.

Tous les frais encourus par la ville pour enlever ou faire enlever les objets de rebut ou les véhicules constituent contre la propriété où étaient situés les objets de rebut ou les véhicules, une charge assimilée à la taxe foncière et sont recouvrables de la même manière.».

20. L'article 463 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 2° par le suivant:

«2° Pour décréter que le fait par le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un lot vacant ou en partie construit, ou d'un terrain, d'y laisser un ou des véhicules automobiles fabriqués depuis plus de sept ans, non immatriculés pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement, de laisser pousser sur ce lot ou ce terrain, des branches, des broussailles ou des mauvaises herbes, ou d'y laisser des ferrailles, des déchets, des détritrus, des papiers, des bouteilles vides et des substances nauséabondes, constitue une nuisance.

Pour imposer des amendes au propriétaire, au locataire et à l'occupant qui laissent exister de telles nuisances sur de tels lots ou terrains, ou pour prendre ou imposer toute mesure destinée à éliminer ou empêcher ces nuisances.

Le tribunal qui prononce la sentence peut, en sus des amendes et des frais, ordonner que les nuisances qui ont fait l'objet de l'infraction soient enlevées, dans un délai de huit jours à compter du jugement, par le propriétaire, le locataire ou l'occupant et qu'à défaut par cette ou ces personnes de s'exécuter dans ce délai, les nuisances soient enlevées par la ville aux frais de cette ou de ces personnes.

Tous les frais encourus par la ville pour enlever ou faire enlever les nuisances ou pour mettre à exécution toute mesure destinée à éliminer ou empêcher ces nuisances constituent contre la propriété où étaient situées les nuisances, une charge assimilée à la taxe foncière et sont recouvrables de la même manière.

Pour les fins du présent paragraphe, «véhicule automobile» désigne tout véhicule au sens du Code de la route (L.R.Q., c. C-24);».

21. L'article 464 de cette loi est modifié pour la ville:

1° par l'addition, après le paragraphe 8°, du paragraphe suivant:

«8°.1 Malgré toute disposition législative ou réglementaire inconciliable, la ville versera aux officiers en fonction avant le premier janvier 1962 et qui ont continué de l'être au premier janvier 1980, une pension équivalente à 70% de la moyenne de salaire des cinq dernières années complétées, lorsque le total des années de service et l'âge des officiers concernés atteindront 85. Si la pension devait se prendre avant que ne soit atteint ce total de 85, cette pension sera diminuée de façon à équivaloir à la proportion représentée par l'âge plus les années de service sur 85. Toutefois, l'atteinte du total de 85 ne rend pas la retraite obligatoire et les années complétées après ce total de 85 serviront à la compilation de la moyenne des cinq dernières années complétées;»;

2° par l'addition, après le paragraphe 11°, du suivant:

«12° Pour souscrire au bénéfice des membres du conseil une assurance responsabilité professionnelle quant aux actes ou omissions posés par eux dans l'exécution de leurs fonctions.».

22. Cette loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion de l'article suivant:

«**556.1** Dans le but de payer le coût des travaux que le gouvernement provincial peut exécuter sur le territoire de la ville, de temps à autre, la ville est autorisée à contracter des emprunts à long terme sans autres formalités que l'adoption par le conseil d'un règlement d'emprunt et l'approbation de ce règlement par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale du Québec.».

23. L'article 569 de cette loi est modifié, pour la ville, par le remplacement du paragraphe 2 par le suivant:

«2. Le conseil ou le comité exécutif peut, par résolution, emprunter à ce fonds les deniers dont il peut avoir besoin. La résolution autorisant l'emprunt indique le terme de remboursement qui ne peut excéder cinq ans. Cependant, les emprunts contractés en attendant la perception des revenus doivent être remboursés dans les douze mois de la date de leur approbation. Le conseil ou le comité exécutif doit prévoir, chaque année à même ses revenus généraux, une somme suffisante pour rembourser l'emprunt au fonds de roulement. Ces emprunts sont sujets à l'approbation de la Commission municipale du Québec.».

24. Cette loi est modifiée, pour la ville, par l'insertion, après l'article 605, du suivant:

«**605.1** Le conseil peut autoriser la destruction des dossiers terminés depuis plus de cinq ans relatifs aux infractions aux lois du

Québec, aux règlements municipaux et à toute autre législation en vigueur sur le territoire de la ville.».

25. Pour la partie du territoire de la ville connue et désignée comme le «centre-ville» et décrite à l'annexe II, le conseil peut, par règlement approuvé par toutes les personnes inscrites comme propriétaires au rôle d'évaluation en vigueur à l'égard de tout immeuble situé dans la municipalité, même hors dudit secteur «centre-ville», et, s'il s'agit de personnes physiques, qui sont majeures et possèdent la citoyenneté canadienne, modifier, abroger ou remplacer tout règlement décrétant l'adoption d'un plan directeur du territoire de la ville ainsi que tout règlement de zonage y relatif, le tout conformément, *mutatis mutandis*, aux articles 370 à 384 de la Loi sur les cités et villes et, le cas échéant, aux articles 385 à 396 de cette loi. Cependant, le vote se prend en nombre seulement et le délai de cinq jours francs requis pour l'avis public prévu à l'article 371 de cette loi est porté à vingt jours francs; tout autre délai est prolongé en conséquence.

Une fois en vigueur, le règlement adopté en vertu du présent article ne peut être abrogé ou modifié que suivant la loi.

26. À compter du 1^{er} janvier 1975, la ville doit verser à Corinne Bélanger Morin, veuve de Joseph Morin, ancien officier de la ville, sa vie durant, une pension annuelle qui ne doit pas être inférieure à trois mille six cents dollars. La ville peut, à sa discrétion et par résolution du conseil, augmenter pour une année donnée le montant de la pension à être versée à la veuve de Joseph Morin s'il y a eu augmentation des prix à la consommation pour cette année-là par rapport à l'année immédiatement précédente selon la moyenne de l'indice des prix à la consommation au Canada tel que publié par Statistique Canada. L'augmentation, s'il y a lieu, doit être dans un pourcentage n'excédant pas le taux d'augmentation des prix à la consommation pour cette année-là et être calculée d'après le montant de la pension payée au cours de l'année immédiatement précédente.

Dès qu'une augmentation a été consentie aux termes du présent article, le montant de la pension à être versée pour les années postérieures ne doit en aucun cas être inférieur au montant de la pension ainsi augmentée.

27. Malgré toute loi générale ou spéciale ou tout règlement, le conseil peut sans qu'il soit requis d'obtenir l'approbation des propriétaires obligés, qui sont habiles à voter, visés aux articles 556 et 561 de la Loi sur les cités et villes, mais avec la seule approbation du ministre des Affaires municipales du Québec, décréter par règlement:

a) l'exécution de travaux permanents de réfection et de construction des rues, trottoirs, chaînes de rues, éclairage des rues, de signalisation routière, d'égouts et d'aqueduc, de conduits souterrains, y compris le coût d'acquisition ou d'expropriation des terrains requis pour ces travaux;

b) des emprunts temporaires pour défrayer le coût de ces travaux et leurs frais accessoires.

Le montant total des emprunts temporaires contractés pour l'exécution de ces travaux ne peut en aucun temps excéder la somme de 10,000,000 \$.

Le conseil doit, avant que le montant total de ces emprunts atteigne cette somme de 10,000,000 \$, décréter, par règlement, un emprunt à long terme au moyen d'émission d'obligations pour rembourser en tout ou en partie les emprunts temporaires contractés en vertu du présent article ainsi que les autres passifs contractés dans l'exécution de ces travaux, sans autre formalité que l'adoption par le conseil, d'un règlement à cet effet et l'approbation de ce règlement par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale du Québec.

28. La ville est autorisée à constituer un fonds spécial d'un montant déterminé par le ministre des Affaires municipales et la Commission municipale du Québec, pourvu que le règlement décrétant la constitution de ce fonds reçoive toutes les approbations requises pour les règlements d'emprunts.

Quand le règlement décrétant la constitution du fonds spécial est approuvé, la ville peut, par règlement ne requérant pas d'autres approbations que celles du ministre des Affaires municipales et de la Commission municipale du Québec, faire un ou plusieurs emprunts dont le total n'excède pas le montant du fonds spécial, pour acquérir, à l'amiable ou par expropriation, des immeubles situés sur les parties du territoire de la ville connues et désignées sous les noms de Pointe Sainte-Foy et de centre-ville, cette dernière partie étant décrite à l'annexe II, pour fins résidentielles, publiques ou autres en vue de leur aménagement par l'entreprise privée ou par la ville ou par tout autre organisme légalement constitué et pour en acquitter le coût des études et des travaux préparatoires.

Plus spécifiquement, ce fonds spécial peut être constitué des immeubles suivants:

1° les terrains déjà propriété de la ville dans le secteur dénommé Pointe Sainte-Foy, à savoir les lots 238, 250-4, 250-6, 251-2, 252-53, 256-1, 257-2, 260-3 à 260-13, 260-15 et 260-16 et les parties de lots, décrites à l'annexe IV, du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, le tout montré sur un plan de l'arpenteur-géomètre

Neil O'Gallagher, en date du 7 janvier 1970, révisé le 29 juin 1973, et portant les numéros 70-2354 et 73-3750 de ses minutes;

2° les lots 1-1, 250-9 et 372-1 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, 164-A, 164-B et 164-C du cadastre de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, et les parties de lots décrites à l'annexe IV, propriété du gouvernement de la province de Québec, le tout montré sur un plan de l'arpenteur-géomètre Neil O'Gallagher, en date du 29 juin 1973 et portant le numéro 73-3751 de ses minutes;

3° les lots situés dans les aires d'aménagement prioritaires 1 à 9, A, B, C et D, décrites à l'annexe V, le tout montré sur un plan de l'arpenteur-géomètre Neil O'Gallagher, en date du 3 juillet 1973, et portant le numéro 73-3756 de ses minutes, lots dont le ou les propriétaires ne possèdent qu'une superficie inférieure à un acre ou ne voudraient pas participer au remembrement parcellaire et autres ententes nécessaires à la réalisation des projets de développement, en accord avec le plan d'urbanisme et le règlement de zonage en vigueur dans la municipalité.

La ville peut, aux conditions qu'elle détermine et avec l'approbation préalable de la Commission municipale du Québec, aliéner, par soumission, de gré à gré ou à l'enchère, pour fins de mise en oeuvre du plan d'urbanisme directeur un ou des immeubles qu'elle possède, pourvu que le montant d'aliénation ne soit pas inférieur au coût de cet immeuble et soit suffisant pour couvrir le prix d'acquisition et les intérêts.

Ce montant d'aliénation peut également comprendre le coût des dépenses encourues pour services municipaux.

L'argent provenant de l'aliénation doit être employé à l'extinction des obligations contractées par la ville, au paiement des intérêts et autres dépenses encourues pour les opérations du fonds. Tout surplus doit être déposé dans un compte spécial dont l'utilisation est soumise à l'approbation préalable du ministre des Affaires municipales.

Toute aliénation consentie en vertu du présent article doit être garantie sur première hypothèque.

Sur preuve de la suffisance de la garantie, le ministre des Affaires municipales peut toutefois permettre une aliénation garantie par seconde hypothèque.

Si la ville, en vue de protéger sa créance, reprend l'immeuble hypothéqué en sa faveur, elle peut ensuite en disposer aux conditions approuvées par le ministre des Affaires municipales. Le produit de cette aliénation est régi par le sixième alinéa du présent article.

Les opérations de ce fonds spécial doivent faire l'objet d'un compte spécial de la ville et apparaître au rapport financier annuel dans une section distincte.

29. Malgré toute loi à ce contraire, la ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble dont l'acquisition est jugée appropriée pour fins de réserve foncière et pour les travaux connexes à ces fins, ainsi que tout immeuble dont l'occupation est jugée désuète ou nocive.

La ville est autorisée à détenir, louer et administrer les immeubles acquis en vertu du premier alinéa. Elle peut aussi aménager ces immeubles et y installer les services publics nécessaires. Elle peut également les aliéner aux conditions qu'elle détermine avec l'approbation de la Commission municipale du Québec, pourvu que le prix d'aliénation soit au moins égal à la valeur réelle de tels immeubles et non inférieur au prix de revient.

La ville est tenue de payer à l'égard des immeubles qu'elle détient en vertu du présent article toutes les taxes qui peuvent être exigées d'un propriétaire foncier dans la municipalité.

La ville peut, pour les fins du présent article, contracter des emprunts par règlement qui ne requièrent pas d'autres approbations que celles de la Commission municipale du Québec et du ministre des Affaires municipales.

Le présent article ne s'applique pas à l'acquisition d'immeubles pour fins industrielles.

30. Malgré la présente loi, le paragraphe 21° de l'article 460 de la Loi sur les cités et villes, édicté pour la ville par l'article 2 du chapitre 104 des lois de 1971, continue à avoir effet.

Il en est de même pour l'article 14 du chapitre 84 des lois de 1973.

31. Le chapitre 101 des lois de 1949 et ses modifications sont abrogés. Cependant, ces abrogations ne portent atteinte à aucun droit acquis, aucune obligation existante, aucune procédure en cours, aucune peine encourue, ni aucun acte accompli, décidé, ordonné ou conclu ou qui doit être fait en vertu de ces lois et de leurs modifications; notamment, mais sans restreindre la portée de ce qui précède, elles ne portent pas atteinte aux règlements ou résolutions adoptés, aux décisions prises, aux ordres donnés, aux contrats conclus, aux acquisitions faites, aux expropriations, aux franchises ou privilèges accordés ou à toutes autres choses faites sous l'empire de ces lois et de leurs modifications; ni aux rôles d'évaluation, de perception des taxes ou de répartitions, ni aux droits et devoirs des officiers, fonctionnaires et employés de la

ville, lesquels continuent d'exercer leurs fonctions tant qu'il n'en est pas décidé autrement en vertu de la présente loi; ni aux billets, obligations ou autres valeurs ou titres émis par la ville, ni aux fonds d'amortissement constitués ou à constituer. Ces droits, obligations, procédures, peines, actes, contrats, acquisitions, expropriations et choses continuent d'être régis par les dispositions de ces lois et de leurs modifications jusqu'à ce qu'ils soient modifiés, remplacés ou révoqués sous l'empire de la présente loi.

32. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

ANNEXE I

Un territoire comprenant en référence aux cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette, de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, de Sainte-Foy et de Saint-Sauveur, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, routes, emprises de chemin de fer, cours d'eau, ou parties d'iceux, le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du point d'intersection de la rive gauche du fleuve Saint-Laurent avec la ligne nord-est du lot 350 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; de là, successivement, les lignes et démarcations suivantes: en référence au cadastre de ladite paroisse, partie de la ligne nord-est du lot 350 jusqu'à la cime du cap; la cime du cap, en allant dans une direction générale nord-est, jusqu'à la ligne nord-est du lot 395; la ligne nord-est dudit lot 395 et son prolongement à travers l'emprise d'un chemin de fer (lot 379); partie de la ligne nord-est du lot 394 jusqu'à la ligne sud-est du lot 320-A-1; les lignes sud-est et nord-est dudit lot 320-A-1; une ligne brisée limitant vers le sud-est les lots 320-51, 320-28-2, 320-28-1 et 320-6; la ligne nord-est du lot originaire 320 et son prolongement jusqu'au côté nord-ouest du chemin Saint-Louis; le côté nord-ouest dudit chemin, en allant vers le nord-est, jusqu'à la ligne nord-est du lot 319; une ligne brisée limitant au nord-est et au sud-est ledit lot 319; la ligne nord-est et partie de la ligne nord-ouest du lot 381 jusqu'à la ligne nord-est du lot 384; la ligne nord-est des lots 384, 313, 313-B et 317, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane de l'ancien chemin Gomin; la ligne médiane dudit chemin, en allant vers le nord-est, jusqu'au prolongement de l'alignement sud-ouest de l'avenue Painchaud; ledit prolongement et ledit alignement sud-ouest jusqu'à l'alignement sud-est de la rue Muir (lot 127-1-2); l'alignement sud-est de ladite rue, en allant vers le sud-ouest, jusqu'à la ligne sud-ouest dudit lot 127-1-2; la ligne sud-ouest des lots 127-1-2 (rue Muir), 127-32-1 (rue Muir), 127-11-2, 127-10, 127-12, 127-13, 127-14, 127-15, 127-16, 127-9, 127-8 et 127-7; partie de la ligne nord-ouest du lot 127-7 jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 127-4; la ligne sud-ouest des lots 127-4 et 127-17-1 (rue Hélène-Boulé); la ligne nord-ouest du lot 127-17-1; partie de la ligne nord-est du lot originaire 127 et son prolongement à travers le chemin Sainte-Foy; partie de la ligne nord-est du lot 120 jusqu'à la ligne sud du lot 121; la ligne sud et partie de la ligne nord-est dudit lot 121 jusqu'à la ligne médiane principale du boulevard Charest; ladite ligne médiane dudit boulevard, en allant vers le nord-est, jusqu'à la ligne nord-est du lot 124; partie de ladite ligne nord-est du lot 124 jusqu'à la ligne nord-ouest dudit lot; ladite ligne nord-ouest; une ligne brisée limitant vers le nord-ouest et le sud-ouest les lots 123 et 122; partie de la ligne nord-est du lot 121 et la ligne nord-est du lot 433; la ligne nord des lots 433 et 434; la ligne nord-est des lots 434, 422 et 435; la ligne nord des lots 435, 437, 420, 439 et 440; la

ligne nord-ouest des lots 440, 441, 418 et 443; la ligne nord du lot 443; la ligne ouest des lots 443, 417 et 423; la ligne sud des lots 2513, 2506 et 2514 du cadastre de la paroisse de Saint-Sauveur; les côtés est et sud-est de l'emprise d'un chemin de fer (lot 377) jusqu'à la ligne nord-est dudit lot 377; la ligne nord-est des lots 377, 113-B et 113-A ainsi que la ligne nord-ouest du lot 113-A et d'une partie du lot 110 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy jusqu'à la ligne nord-est du lot 1 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette; partie de la ligne nord-est dudit lot 1 jusqu'au côté sud de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie du Chemin de Fer Canadien du Pacifique (lots 961 et 962 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette et 375 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy); le côté sud de ladite emprise, en allant vers l'ouest, jusqu'à la ligne médiane principale du boulevard Henri IV; la ligne médiane dudit boulevard, en allant vers le sud-est, jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 90 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; puis dans ce cadastre, partie de la ligne nord-ouest du lot 90 et la ligne nord-ouest des lots 89, 88, 84, 83, 75, 74 et 73; partie de la ligne nord-ouest du lot 68 jusqu'à la ligne nord-est du lot 67; la ligne nord-est dudit lot; la ligne nord-ouest des lots 67, 66, 65 et partie de la ligne nord-ouest du lot 53 jusqu'à la ligne nord-est du lot 116 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette; partie de la ligne nord-est dudit lot 116 jusqu'au prolongement de la ligne la plus au nord-ouest du lot 53 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; ledit prolongement et la ligne nord-ouest des lots 53, 52, 41, 39, 39A, 38, 32, 31, 23 et 22 de ce cadastre; la ligne nord-ouest du lot 506 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette; puis dans ce cadastre, le côté nord-est d'un chemin public limitant au nord-est les lots 505, 504, 503, 502, 414 et 413 jusqu'à la ligne sud-est du lot 964; la ligne séparant d'un côté les lots 964, 265 et 266 des lots 270, 269, 268 et 267 de l'autre côté, cette ligne se prolongeant à travers un chemin public; partie de la ligne sud-ouest et la ligne sud-est du lot 262; la ligne nord-est des lots 262, 263, 288 et 289; la ligne nord-ouest des lots 289, 290, 291, 293, 294, 295, 299, 300, 303, 304, 307, 308, 310, 321 et 322, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane d'un chemin public limitant au nord-est les lots 409 et 323; la ligne médiane dudit chemin, en allant vers le nord-ouest, jusqu'au prolongement du côté nord-ouest de la route Sainte-Geneviève; partie dudit prolongement et la ligne séparant le lot 323 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette du lot 210 du cadastre de la paroisse de Saint-Ambroise-de-la-Jeune-Lorette; en référence au cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, la ligne nord-ouest des lots 326, 327, 330, 333, 336, 337 et 339 à 347 inclusivement, la dernière prolongée à travers un chemin public limitant au nord-est le lot 713; la ligne nord des lots 713, 714, 715, 718, 719, 723, 724, 727, 728, 732, 733, 737, 738, 742, 743, 744, 749, 750, 756, 757, 762, 763, 766, 767, 770, 771, 774, 775, 778, 779, 782, 783, 786, 787 et 790; la ligne sud-ouest des lots 790 et 789; la ligne sud du lot 789; la ligne sud-ouest

des lots 708, 639, 962 (emprise d'un chemin de fer) et 638, la dernière prolongée jusqu'au côté sud d'un chemin limitant au sud le lot 638; le côté sud dudit chemin, en allant vers l'est, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 637; la ligne sud-ouest des lots 637 et 963 (emprise d'un chemin de fer); le prolongement de la ligne sud-ouest dudit lot 637 jusqu'au côté sud de la route no 138; le côté sud de ladite route, en allant vers l'est, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 568; la ligne sud-ouest des lots 568 et 567; une ligne droite à travers le lac Saint-Augustin joignant l'extrémité sud-est de la ligne sud-ouest du lot 567 à l'extrémité nord-ouest de la ligne sud-ouest du lot 564; la ligne sud-ouest dudit lot 564; la ligne sud-est des lots 564, 562, 560, 559, 963 (emprise d'un chemin de fer) et 558; partie de la ligne sud-ouest et la ligne sud-est du lot 556; la ligne sud-ouest du lot 554; la ligne sud-est des lots 554, 550, 549 et 542; une ligne droite à travers un chemin public jusqu'à l'extrémité sud-ouest de la ligne sud-est du lot 541; ladite ligne sud-est; une ligne brisée limitant vers le sud-est et le nord-est les lots 540, 537, 536, 533, 532, 530, 530-A, 529 et 528, le dernier tronçon étant prolongé jusqu'à la ligne médiane de la rivière du Cap-Rouge; la ligne médiane de ladite rivière, en allant vers le nord, jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 522; ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 522 et 521, la dernière prolongée jusqu'à la ligne médiane du ruisseau à la Scie; la ligne médiane dudit ruisseau, en allant vers le nord, jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 2 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; puis en référence à ce dernier cadastre, ledit prolongement; une ligne brisée limitant au sud-ouest et au nord-ouest les lots 2, 1, 377 (emprise d'un chemin de fer), le dernier tronçon prolongé jusqu'au côté est du chemin Sainte-Foy; le côté est dudit chemin, dans une direction sud, jusqu'à la ligne sud-ouest du lot 153 du cadastre de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge; la ligne sud-ouest des lots 153 et 164 dudit cadastre jusqu'au côté nord-ouest du chemin Saint-Louis; le côté nord-ouest dudit chemin, dans une direction nord-est, jusqu'au prolongement de la ligne sud-ouest du lot 373 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy; en référence au cadastre de ladite paroisse, ledit prolongement et la ligne sud-ouest des lots 373 et 376 (emprise de chemin de fer); le prolongement de la ligne sud-ouest du lot 373 jusqu'à la ligne médiane du fleuve Saint-Laurent; la ligne médiane dudit fleuve en descendant son cours jusqu'au prolongement de la ligne nord-est du lot 350; enfin, ledit prolongement jusqu'au point de départ; lesquelles limites définissent le territoire de la ville de Sainte-Foy.

ANNEXE II

Le territoire de la nouvelle zone Centre Ville dans la ville de Sainte-Foy, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Foy, les lots ou parties de lots et leurs subdivi-

sions présentes et futures ainsi que les chemins, rues, routes et boulevards; le tout renfermé dans les limites ci-après décrites, à savoir:

partant du point d'intersection des lignes médianes de la rue Le Noblet et la Route de l'Église et de là successivement les lignes et démarcations suivantes: en référence audit cadastre, ladite ligne médiane de la rue Le Noblet (lots 181-106 et 178-25) et son prolongement à travers l'avenue Fournier et le lot 178-12; une mixtiligne passant à travers le lot 390-71 et l'avenue Wolfe (lot 390-B), passant par le coin sud du lot 390-84, passant à travers les lots 390-85 à 390-100 inclusivement, le lot 390-223, les lots 390-101 à 390-103 inclusivement, passant par le coin ouest du lot 390-104, passant à travers une partie non subdivisée du lot 390, la rue Picardie (lot 390-231), une seconde partie non subdivisée du lot 390 jusqu'à la ligne séparative des lots originaires 390 et 160 au lot 160-50; ladite ligne séparative et son prolongement dans une direction générale sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Hochelaga; la ligne médiane dudit boulevard et son prolongement dans une direction générale nord-est jusqu'au côté nord-est de la Route du Vallon; le côté nord-est de ladite route et son prolongement dans une direction générale sud-est jusqu'à son intersection avec la ligne médiane du boulevard Laurier; la ligne médiane dudit boulevard dans une direction générale sud-ouest jusqu'à son intersection avec la ligne médiane de la Route de l'Église; la ligne médiane de ladite route dans une direction générale nord-ouest jusqu'au point de partance;

lesquelles limites définissent la nouvelle zone Centre Ville de la ville de Sainte-Foy et sont démontrées également par un épais trait brisé sur un plan préparé à une échelle de 1:2000 par l'arpenteur-géomètre soussigné, en date du 26 mars 1976 et portant sa minute no 76-4139.

ANNEXE III

1. Une partie du lot 244 du cadastre de la paroisse de Saint-Foy, bornée au sud-est par des parties non subdivisées du lot 260, l'avenue Louvain, le lot 260-20 et le lot 258-3; au sud-ouest par une partie du lot 246 et par une autre partie du lot 244; au nord-ouest et au nord-est par d'autres parties dudit lot 244; mesurant trois cent quatre-vingt-huit pieds et deux dixièmes (388.2) au sud-est; cinquante pieds (50.0) et cent un pieds et cinq dixièmes (101.5) dans ses lignes sud-ouest; cent trente-cinq pieds et quatre dixièmes (135.4) et cent quatre-vingt-quinze pieds (195.0) dans ses lignes nord-ouest et cent cinquante-cinq pieds et trois dixièmes (155.3) au nord-est.

2. Une partie du lot 246 de ce cadastre, bornée au sud-est par les lots 257-1 et 257-2 (rue); au sud-ouest et au nord-ouest par d'autres parties dudit lot 246 et au nord-est par une partie du lot 244; mesurant cinquante pieds (50.0) au nord-est et cent soixante et un pieds et sept dixièmes (161.7) au sud-est.

3. Une partie du lot 257 de ce cadastre, bornée au nord par les lots 257-1 et 257-2 (rue); au nord-est par le lot 257-1 et par une partie non subdivisée du lot 258; au sud et au sud-est par une autre partie du lot 257 et à l'ouest par le lot 257-2 (rue); mesurant huit pieds (8.0) et deux cent quatre-vingt-dix-neuf pieds et trois dixièmes (299.3) dans ses lignes nord; soixante-dix pieds et sept dixièmes (70.7) et quatre-vingt-dix-huit pieds et trois dixièmes (98.3) dans ses lignes nord-est; trois cent soixante-douze pieds et un dixième (372.1) au sud et cinquante-quatre pieds et neuf dixièmes (54.9) au sud-est.

4. Une partie (nord) du lot 258 de ce cadastre, bornée au nord et à l'ouest par le lot 258-3; au nord-est par une partie du lot 260; au sud par une autre partie du lot 258 et au sud-ouest par une partie du lot 257; mesurant cent quarante-huit pieds (148.0) au nord; deux cent soixante-dix pieds et un dixième (270.1) au nord-est; deux cent quarante-huit pieds (248.0) au sud; quatre-vingt-dix-huit pieds et trois dixièmes (98.3) au sud-ouest et cent trente-huit pieds et deux dixièmes (138.2) à l'ouest.

5. Une partie (sud) du lot 258 de ce cadastre, bornée au sud par le Chemin Saint-Louis (lot 258 ptie); au nord-ouest et à l'ouest par une autre partie du lot 258 et au nord-est par des parties du lot 260; mesurant cent cinquante et un pieds et deux dixièmes (151.2) au sud; trente-huit pieds et deux dixièmes (38.2) au nord-ouest; cent trente-trois pieds et six dixièmes (133.6) à l'ouest et deux cent six pieds et quatre dixièmes (206.4) au nord-est.

6. Une partie du lot 259-A de ce cadastre, bornée au sud par une partie du lot 259-A; au sud-ouest par les lots 260-3 à 260-12 inclusivement, 260-15, 260-16 et trois parties non subdivisées dudit lot 260; au nord-ouest par le lot 259; au nord-est par des parties des lots 259-A et 261 et au nord par des parties dudit lot 259-A; mesurant cent sept pieds et quatre dixièmes (107.4) au nord-ouest.

7. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par une partie du lot 244; au nord-est par l'avenue Louvain (lot 260); au sud et au sud-est par une autre partie du lot 260; au sud-ouest par des parties du lot 258 et par le lot 260-20 et à l'ouest par le lot 260-20; mesurant trente pieds (30.0) au nord-ouest; huit cent quarante pieds (840.0) au nord-est; quatre-vingt-treize pieds et un dixième (93.1) au sud; dix pieds (10.0) au sud-est; deux cent soixante-dix pieds et un dixième (270.1) au sud-ouest le long du lot 258; quatre-vingt-seize pieds et deux dixièmes (96.2) à l'ouest et

quatre cent trente et un pieds et trois dixièmes (431.3) au sud-ouest le long du lot 260-20.

8. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par une partie du lot 244; au nord-est par une partie du lot 259-A; au sud-est par le lot 260-3 et au sud-ouest par l'avenue Louvain (lot 260); mesurant quatre-vingt-six pieds (86.0) dans ses lignes nord-ouest et sud-est; cent trente-cinq pieds (135.0) au nord-est et cent trente-sept pieds (137.0) au sud-ouest.

9. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par le lot 260-12; au nord-est par une partie du lot 259-A; au sud-est par le lot 260-16 et au sud-ouest par l'avenue Louvain (lot 260); mesurant quatre-vingt-six pieds (86.0) de profondeur dans ses lignes nord-ouest et sud-est par une largeur de deux cents pieds (200.0) dans ses lignes nord-est et sud-ouest.

10. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par le lot 260-15; au nord-est par des parties du lot 259-A; au sud-est par le lot 260-13 et au sud-ouest par l'avenue Louvain (lot 260); mesurant cinquante pieds (50.0) de largeur par une profondeur de quatre-vingt-six pieds (86.0).

11. Une partie du lot 260 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par le lot 260-17; au nord-est par l'avenue Louvain (lot 260); au sud-est et à l'est par d'autres parties du lot 260 et au sud-ouest par des parties du lot 258; mesurant quatre-vingt-six pieds (86.0) au nord-ouest; cent cinquante pieds (150.0) au nord-est; quarante-neuf pieds et huit dixièmes (49.8) et huit dixièmes de pied (0.8) dans ses lignes sud-est; soixante et un pieds et deux dixièmes (61.2) à l'est et deux cents pieds (200.0) au sud-ouest.

12. Une partie du lot 260-17 de ce cadastre, bornée au nord-est par l'avenue Louvain (lot 260); au sud-est par une partie du lot 260 et à l'ouest par une autre partie du lot 260-17; mesurant vingt-deux pieds et sept dixièmes (22.7) au nord-est; seize pieds et quatre dixièmes (16.4) au sud-est et vingt-huit pieds et quatre dixièmes (28.4) à l'ouest.

ANNEXE IV

1. Une partie du lot 250 du cadastre de la paroisse de Sainte-Foy, bornée au nord-ouest par les lots 250-9 et 249-104; au nord par une autre partie du lot 250; au nord-est par le lot 249-104 et par une partie du lot 251; au sud-est par le lot 250-1 (rue) et par une partie du lot 372 et au sud-ouest par une partie du lot 372 et par la limite de ce cadastre; mesurant six cent cinq pieds et six dixièmes (605.6) et quatre-vingt-dix pieds et quatre dixièmes (90.4) dans ses lignes nord-ouest; cent quatorze pieds et six dixièmes (114.6) et quatre cent seize pieds et huit dixièmes (416.8) dans ses lignes nord-est;

six cent cinquante-deux pieds (652.0) dans une ligne sud-est et quatre cent vingt-sept pieds et quatre dixièmes (427.4) dans une ligne sud-ouest.

2. Une partie du lot 250 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par le lot 250-1 (rue), au nord-est par le lot 250-2, au sud-est par le Chemin Saint-Louis et au sud-ouest par une partie du lot 372; mesurant quatre cent quatre-vingt-sept pieds (487.0) au nord-ouest.

3. Une partie du lot 251 de ce cadastre, bornée au nord par une autre partie du lot 251; au nord-est par une partie du lot 252; au sud-est par le lot 251-1 (rue) et au sud-ouest par une partie du lot 250; mesurant trois cent quatre pieds et trois dixièmes (304.3) au nord-est; quatre-vingt-seize pieds (96.0) au sud-est et quatre cent seize pieds et huit dixièmes (416.8) au sud-ouest.

4. Une partie du lot 372 de ce cadastre, bornée au nord-ouest par une partie du lot 250 et par la limite de ce cadastre; au nord-est par deux parties du lot 250 et par le lot 250-1 (rue); au sud-est par le Chemin Saint-Louis et par le lot 372-1 et au sud-ouest par le lot 372-1 et la limite de ce cadastre.

5. Une partie du lot 153 du cadastre de la paroisse de Saint-Félix-du-Cap-Rouge, bornée à l'ouest au Chemin Sainte-Foy; au nord par une autre partie dudit lot 153; au nord-est à la limite de ce cadastre; au sud-est à ladite limite de ce cadastre et au lot 164-C et au sud-ouest par les lots 154-297, 154-301 ptie, 154-301-1, 154-303, 154-305, 154-307, 154-309, 154-311, 154-313, 154-313-A, 154-317-4 et 154-317-5 ptie.

ANNEXE V

Aire 1: bornée au nord-est par l'emprise de l'Hydro-Québec (lots 236 ptie et 263 ptie); au sud par la prolongation vers l'ouest du Boulevard Neilson (aire 7); au sud-ouest et à l'ouest par la rue Beauclair (aire C) et au nord-ouest par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aires 2 et A).

Aire 2: bornée au nord-ouest par le prolongement vers l'ouest de la rue McCartney (aire 3); au nord-est par la ligne de transmission de l'Hydro-Québec (lot 236 ptie); au sud-est par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aire 1); au sud et au sud-ouest par les rues des Compagnons et GrandJean (aires A et B).

Aire 3: bornée au nord-ouest et à l'ouest par le Boulevard du Versant Nord; au nord-est par la ligne de transmission de l'Hydro-Québec (lots 12 ptie, 239 ptie et 236 ptie) et le Boulevard du Versant Nord; au sud-est, sud et sud-ouest par le prolongement vers l'ouest de la rue McCartney et la rue Alain (aires 2, 4 et B).

Aire 4: bornée au nord par la rue Alain; à l'est par le Chemin Sainte-Foy (aires 5 et B); au sud-ouest et à l'ouest par le Boulevard du Versant Nord.

Aire 5: bornée à l'ouest par le Chemin Sainte-Foy (aire 4); au nord et au nord-est par la rue Laudance (aire B); au sud-est par la rue des Compagnons (aire A) et au sud-ouest par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aire D).

Aire 6: bornée au nord-est par le Boulevard du Versant Nord (aire 4); à l'est par le Chemin Sainte-Foy (aires 10 et D) et à l'ouest par le Chemin de Fer Canadien National.

Aire 7: bornée au nord-ouest et au nord par la prolongation vers l'ouest du Boulevard Neilson (aires 1, 8 et C); au nord-est par l'emprise de l'Hydro-Québec (lot 263 ptie) et au sud par le Chemin Saint-Louis (aire 9).

Aire 8: bornée au nord-ouest par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aire A); au nord-est et à l'est par la rue Valentin (aire C); au sud-est par la prolongation vers l'ouest du Boulevard Neilson (aires 7 et 9) et au sud-ouest et à l'ouest par la rue Pressac (aire D).

Aire 9: bornée au nord-ouest et au nord par le Chemin Saint-Louis (aires 7, 10 et D); au sud, sud-ouest et sud-est par le Chemin de Fer Canadien National et au nord-est par l'emprise de l'Hydro-Québec (lot 363-6 ptie).

Aire A: bornée au nord-ouest, au nord et au nord-est par la rue des Compagnons (aires 2, 5 et B) et au sud et au sud-est par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aires 1, 8, C et D).

Aire B: bornée au nord-ouest par le Chemin Sainte-Foy (aire 4); au nord par la prolongation vers l'ouest de la rue McCartney (aire 3); à l'est et au nord-est par la rue GrandJean (aire 2); au sud-est par la rue des Compagnons (aire A) et au sud et au sud-ouest par la rue Laudance (aire 5).

Aire C: bornée au nord-ouest par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aire A); au nord-est par la rue Beauclair (aire 1); au sud par la prolongation vers l'ouest du Boulevard Neilson (aire 7) et à l'ouest et au sud-ouest par la rue Valentin (aire 8).

Aire D: bornée à l'ouest par le Chemin Sainte-Foy (aire 6); au nord, au nord-est et à l'est par le Chemin des Quatre-Bourgeois (aires 5 et A) et par la rue Pressac (aire 8); au sud-est par le Chemin Saint-Louis (aire 9) et au sud-ouest par la rue Francoeur (aire 10).

ANNEXE VI

1. Une parcelle de terrain formée du lot 147 et d'une partie des lots 121, 123, 124, 132, 133, 136, 137, 140, 141, 145 et 146 tous du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, ville de l'Ancienne-Lorette, et décrite comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 147 et 148 et de la limite des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy; de là, la ligne sud-ouest du lot 147 et partie de la ligne sud-ouest du lot 146 sur une distance totale de deux mille quatre-vingt-dix-neuf pieds et quarante-huit centièmes (2099.48); le côté est de la route no 138 en allant vers le nord sur une distance de quatre-vingt-huit pieds et trente-trois centièmes (88.33); une ligne droite dans une direction est à travers les lots 146, 145, 141, 140, 137, 136, 133, 132, 124, 123 et 121 sur une distance de trois mille huit cent trois pieds et vingt-huit centièmes (3,803.28), soit jusqu'à un point sur la ligne séparative des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy situé à une distance de trois cent quatre pieds et soixante-quinze centièmes (304.75) au nord-est de la ligne séparative des lots 123 et 124 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette; enfin, partie de la ligne séparative des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy jusqu'au point de départ; laquelle parcelle de terrain contient en superficie trois millions cinq cent un mille cinq cent soixante et un pieds carrés (3,501,561); toutes les mesures sont en pieds anglais.

2. Une parcelle de terrain formée d'une partie des lots 33, 34 et 35 du cadastre de la paroisse de L'Ancienne-Lorette, ville de Québec, et décrite comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des lots 35 et 116 et de la limite des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy; de là, partie de la ligne séparative des lots 35 et 116 sur une distance de trois cent trente-quatre pieds et vingt et un centièmes (334.21), soit jusqu'à une ligne parallèle à la partie rectiligne du côté nord de l'emprise du chemin de fer de la Compagnie du chemin de fer Canadien du Pacifique (lot cadastral 962) et située à une distance de cinq cents (500) pieds au sud dudit côté nord; ladite ligne parallèle à travers les lots 35 et 34 et une partie du lot 33 sur une distance de quatre cent quatre-vingt-treize pieds et huit dixièmes (493.8); une ligne courbe sur une distance de quatre-vingt-huit pieds et soixante-quinze centièmes (88.75) en suivant un arc de cercle de quatre cents (400) pieds de rayon jusqu'à la ligne séparative des cadastres des paroisses de L'Ancienne-Lorette et de Sainte-Foy; enfin, ladite ligne séparative de cadastres jusqu'au point de départ; laquelle parcelle de terrain contient en superficie quatre-vingt-deux mille cinq cent trente-cinq pieds carrés (82,535); toutes les mesures sont en pieds anglais.